Le rebelle de Zighoud-Youcef

Maâmar Boudersa, chercheur et universitaire, est mort mercredi dernier dans son village natal, Zighoud-Youcef. Economiste, diplômé des universités de l'ex-RDA, il fut également syndicaliste, notamment à PMA de Sidi-Bel-Abbès. Il était par ailleurs chercheur, auteur de nombreuses études parues dans la presse. Récemment élu FFS à l'APW de Constantine, il poursuivait ses dénonciations «au vitriol» de toute compromission contre les intérêts nationaux et les droits des plus démunis.

Pour l'avoir longtemps croisé dans les locaux des quotidiens *La Nation* et *Demain l'Algérie* nous lui étions reconnaissants pour sa rigueur et son intégrité morale «maladive».

Après avoir mis en ligne la nouvelle de son décès, les réactions ne se firent pas attendre.

Saâd Lounès témoigne : «Un intellectuel de plus qui part avec l'aigreur et la frustration de n'avoir pu donner tout ce qu'il pouvait à ce pays où les cadres intègres sont broyés par ceux qui nous gouvernent à reculons, à contre-courant de la modernité.»

Samir Bouakouir en garde «le souvenir d'un homme honnête et patriote», Nadjib Stambouli celui d'un «homme d'une grande rigueur et surtout probité intellectuelles».

Ghobrini Mustapha se «rappelle, surtout, ses longues (et constructives) contributions dans la presse». «Pour lutter contre l'oubli, ses amis devraient s'intéresser à publier ses écrits», espère-t-il.

«C'est un intellectuel intègre et un grand militant qu'on vient de perdre», estime Ali Aïssaoui.

Pour Nouredine Bouderba, «c'était un chercheur et un militant convaincu».

Chaouki Mechakra y voit la perte «d'un Monsieur désintéressé et honnête, patriote et viscéralement nationaliste. Il aura survécu aux tentatives de manipulation à ses dépens».

Le patriotisme est certainement le trait de caractère majeur de Maâmar Boudersa. Il le rapprocha de nombre de militants de la cause nationale, particulièrement Chérif Belkacem avec qui il partageait de longues discussions qui débouchaient inévitablement sur leur intransigeance à toute épreuve contre toute atteinte aux intérêts nationaux, d'où qu'elle vienne. On le retrouve également aux côtés de Abdelhamid Mehri, de Mouloud Hamrouche et d'autres.

El Watan rapportait dans son édition du 5 juillet 2008, sous la plume de Nadjia Bouaricha, son intervention à une séance des travaux du conseil national du FFS dédiée à la situation politique du pays. Cette intervention résume, mieux que toute autre, l'état d'esprit du rebelle. Relevant l'absence d'alternative démocratique au pouvoir, il la relia à «une succession de viols des différentes Constitutions» de la part d'un «régime monarchiste» qui s'exerce «sans légitimité et en dehors de la légalité».

Mesurant la gravité du contexte de l'époque, il considéra que «l'Algérie est toujours en état de guerre, puisque les âmes algériennes continuent d'être fauchées par le terrorisme fasciste». Il ne cachait également pas son opposition à ce qu'il qualifiait d'«état de guerre», qui représente à ses yeux une pratique «héritée du pouvoir colonialiste qui l'avait décrété en 1956».

Il s'en prend également au mode de cooptation et de désignation aux plus hautes fonctions de l'Etat, voyant dans l'éviction de Liamine Zeroual, de Bachir Boumaza et de Karim Younès, autant de viols du texte constitutionnel qui attestent du viol des principes de la Constitution.

L'ordonnancement institutionnel est par ailleurs jugé boiteux : «L'Assemblée est menacée de dissolution et les magistrats de licenciement. C'est l'impunité totale, les ministres sont des maîtres et les Algériens n'ont pas le droit d'exprimer leur colère. Tout est soumis à autorisation sous le prétexte du maintien de l'ordre, tout justifie l'arbitraire».

Comme tous les militants du progrès, de la démocratie et de la justice sociale, il s'en remet toujours au peuple souverain, ultime recours : «C'est au peuple d'élaborer la Constitution et pas à un groupe de personnes (...) La Constitution est l'affaire du peuple algérien, c'est à lui que revient le droit de l'élaborer et non pas à un groupe de personnes ou au Président.»

Plus récemment, en 2010, il mit sur la Toile une étude sans concession sur Sonatrach, au titre tout aussi interrogatif que grave : «Scandales de Sonatrach ou scandales du système de pouvoir absolu et illégal?», avec en sous-titre : «Sonatrach, un groupe de sociétés hors-la-loi, administré et dirigé par une association de malfaiteurs et contrebandiers du pétrole et du gaz?»

Qu'on les partage ou pas, sa conclusion et son appel «pour un consensus national contre le crime organisé» méritent d'être débattus. Son projet vise explicitement à rassembler «ceux qui veulent agir pour instaurer un Etat de droit et de la loi, c'est-à-dire un Etat des citoyens et non du crime organisé. Pour cela, il faut commencer par l'établissement, entre tous les acteurs de la vie civile, peu importe leurs positions, d'un consensus national durable contre le crime organisé et l'assassinat, c'est-à-dire civiliser l'action politique qui est aujourd'hui assimilée aux crimes».

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

La doléance peut paraître sans objet, mais elle est intentionnelle. Boudersa connaît mieux que quiconque l'adage «qui peut le plus peut le moins» et fixe ainsi la barre très haut pour que le résultat soit à la hauteur du minima espéré. Il connaît le prix du sacrifice pour avoir subi les affres de l'exclusion, des licenciements et des privations les plus élémentaires. Aussi, rejoindrons-nous ce à quoi il aspirait de toutes ses forces dans son texte de 2010 : «Souhaitons que les âmes et les consciences encore vives et vivantes de la société algérienne puissent trouver la voie la plus courte pour obtenir ce consensus national contre le crime organisé, instauré en pouvoir. Pour cela, il faut adopter la position de l'homme supérieur et non celle de l'homme mesquin, tel que définis par l'adage chinois, selon lequel «l'homme supérieur, lorsqu'il voit la misère de son semblable, en a pitié; tandis que l'homme mesquin, lorsqu'il voit la misère de son semblable, s'en réjouit».

Le propos a le mérite d'être clair.

A. B.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Allez, mon minou, descends de cet arbre !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Abdelfattah Hamadache : L'Etat islamique circule dans mon sang.» Celui-là faut absolument le bannir des...

...campagnes de don du sang !

Et dire que certains coincent sur les mesures d'austérité à prendre pour faire face à la chute des cours du pétrole ! Ne trouvent pas les bonnes idées, ne savent pas vraiment là où il faut opérer les coupes budgétaires. Pourtant, c'est là, devant leurs mirettes, visible à des kilomètres à la ronde. Il faut supprimer les walis ! Mais non ! Pas comme ça ! Nous ne sommes pas des barbares. Quand j'écris «supprimer», il faut comprendre supprimer la fonction, le poste. Et dans la foulée, supprimer aussi les chefs de daïra. Eh oui ! A quoi ça sert un wali, un pouvoir local lorsque pour le gaz de schiste, par exemple, il faut parachuter sur place, dans le sud du pays, des «Envoyés Spéciaux» du Palais ? Et pas que pour le gaz de schiste, au demeurant. Pour tout et n'importe quoi, c'est tout le bataclan d'Alger qui prend l'avion en urgence pour aller éteindre le feu dans les régions du pays profond. Bientôt, et à ce rythme, lorsqu'un chat sera coincé dans un arbre, les pompiers locaux ne seront plus d'aucune utilité ni d'aucune autorité. Il faudra envoyer le patron, le colonel Lahbiri en opération de sauvetage, voire plus ! A mon avis, à mon humble avis, y a des économies à faire dans cette affaire. Supprimer les walis et les chefs de daïra et les remplacer par une équipe unique d'Envoyés Spéciaux du Président. Une sorte de super-team multiservice. Du puits de gaz de schiste au chat qui a le vertige et qui s'entête à refuser de quitter sa haute branche. De la crise de l'emploi au club d'astronomie de Bir-El Menfi-sur-Oued dont le président menace de s'immoler par le feu parce que la douane lui a saisi un télescope acheté aux puces de Montreuil, en France, avec les cotisations des membres adhérents ! Fini les sièges des wilayas assiégés. Fini les daïras saccagées ou carrément brûlées. Place aux super-Envoyés Spéciaux de Abdekka. En même temps, et vu le nombre d'incendies locaux à éteindre un peu partout, à travers le vaste pays, une seule équipe d'envoyés spéciaux, fussent-ils supers, ne suffirait pas. Il en faudrait plusieurs. Et là, nous retomberions dans des dépenses supplémentaires. Alors que mon idée était censée nous faire économiser du blé. Bon, je vous l'accorde, mon plan est foireux. Les walis ont encore un sursis. Mais juste un sursis. Le temps que je trouve autre chose. En attendant, j'implore tous les chats du bled, je les supplie d'observer une trêve, tout en fumant du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.